

17.7.2015 Grèce, Iran. In cauda venenum

La proclamation d'un accord final est toujours un instant fatidique. La presse est en haleine, le ton monte, les esprits s'échauffent, et, au tout dernier moment, tout peut encore capoter car le « venin est à la fin ».

Chaque processus a son « instant de vérité », quand, sous la pression de l'urgence, la nécessité de conclure s'impose. Cette dernière ligne droite apparaît interminable sur le moment, puis, avec le recul du temps, ne resteront que les termes de l'accord final, et ses conséquences politiques majeures.

Se trouver en position de faiblesse est à cet « instant fatidique » est le plus mauvais moment. Ainsi en est-il de la Grèce. Les Grecs sont au bord de la panique, au fur et à mesure que le risque d'une faillite de leurs banques prend de l'ampleur.

Au début, c'est en envoyant leurs économies sous d'autres cieux que les plus aisés se sont préservés. Ce mouvement de capitaux a été empêché par le gouvernement qui a imposé un contrôle des changes. Puis les petits épargnants se sont rués vers les distributeurs et les guichets pour retirer les euros de leurs économies en monnaie-papier, ce qui, en cas de sortie de l'euro et de retour de la drachme, préserve la valeur de leur épargne contre une nouvelle monnaie promise à une forte décote dès son introduction. Les banques ont fermé, et les retraits par distributeur limités à vingt euros par jour. La consommation a alors flambé, comme si c'était Noël, et même davantage, par carte bleue, le consommateur estimant qu'un bien matériel ne pouvait être dévalué, alors que ses économies pouvaient l'être.

En quelques jours, ces trois phénomènes ont vidé les comptes bancaires des particuliers, et donc siphonné les fonds qui sont détenus par les banques grecques. Pour Alexis Tsipras, le temps est désormais compté en heures, voire en minutes. En face, les négociateurs européens ont tout leur temps, et Athènes n'aura guère de marge de manœuvre pour faire reculer leurs exigences. Son seul véritable appui est les alliés –dont la France– qu'il s'est trouvé pour soutenir une proposition faite a contrario du referendum tenu il y a quelques jours à peine. Le referendum se retourne alors contre lui, le « non » vainqueur contestant la légitimité de sa nouvelle proposition. Ce qui ouvre la porte à ceux des créanciers qui contestent la fiabilité de ses engagements et exigent des garanties jusqu'à nier la souveraineté de la Grèce. Ce qui pour Alexis Tsipras est un point de non retour qui pourrait l'amener à rompre les négociations et à prendre le risque d'une situation impossible à assumer par son pays. Bref, pour la Grèce, tous les scénarios sont noirs, et le moins noir sera celui qui sera rendu possible par ceux qui, dans les gouvernements européens, veulent encore croire à l'Europe de la solidarité promise il y a 15 ans quand l'euro a été créé. Au moment d'écrire ces lignes, rien n'est encore acquis. Pour les dirigeants grecs, la lie du calice sera très amère, et peut-être même vénéneuse !

En même temps qu'à Bruxelles se joue l'avenir de la Grèce, à Lausanne se joue celui du Moyen Orient. L'accord sur le nucléaire iranien a franchi l'essentiel, toutes les parties ayant validé les engagements de Téhéran d'en finir avec sa volonté de devenir une puissance militaire nucléaire. La contrepartie de ces engagements est la levée des sanctions économiques et diplomatiques, mais très nombreux sont ceux qui grincent des dents et réclament des limitations que l'Iran refuse au nom de sa souveraineté. Notamment sur le marché des armes conventionnelles, que l'Iran fabrique, et dont les alliés de Téhéran ont grand besoin, à commencer par Bachar el Hassad en Syrie. Israël, grand ennemi de l'Iran, continue son obstruction, les grands Etats sunnites, Arabie Saoudite en tête, craignent que ne soient soutenus les activistes armés chiites qu'ils combattent au Yémen et ailleurs, etc... Mais l'urgence au Moyen Orient est celle de Daech, l'Etat islamiste qui, à l'instar de la Corée du Nord, est en train de

consolider un véritable « trou noir » dans la géopolitique de cette région du monde. L'Iran est un rempart contre sa progression. Téhéran est en position de force, et l'issue de la négociation approche.

A moins que : *in cauda venenum !*